

# REVENIR À L'IDÉE D'ÉMANCIPATION

Estelle Ferrarese

30/08/2019

**À l'occasion du IIe Congrès international de l'Institut du genre qui se tient à l'université d'Angers du 27 au 30 août 2019 et auquel la Fondation Jean-Jaurès apporte son soutien, Estelle Ferrarese, directrice-adjointe de l'Institut du genre, professeure de philosophie morale et politique à l'université de Picardie-Jules Verne, revient sur la notion d'émancipation à l'aune de l'histoire des féminismes et de l'actualité plus récente de #MeToo. Elle nous rappelle aussi combien ce concept est maintenant particulièrement utilisé par les mouvements antiggenre pour mieux s'en extraire.**

L'idée d'émancipation est encore lourde de promesses, malgré les critiques et les oublis dont elle a fait l'objet tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. C'est particulièrement vrai pour l'ordre du genre, comme nous l'indiquent le mouvement #MeToo, la vigueur retrouvée des féminismes et des études sur le genre et les sexualités depuis quelques années, l'enthousiasme – parfois suspect – avec lequel des acteurs politiques très divers s'emparent de « l'égalité » femmes-hommes, ou encore le regain d'intérêt pour Marx au sein et hors de l'Université.

L'idée d'émancipation a un riche passé au sein de l'histoire des féminismes et des mouvements LGBTQI. Pourtant, elle a eu pendant un temps tendance à s'effacer au sein de ceux-ci, derrière les idées voisines d'*empowerment*, de puissance d'agir, de subversion, de voix, d'autonomie. Y revenir implique donc de parier qu'elle recèle un surplus, un contenu enseveli qu'il est encore possible de mettre au jour.

Plus exigeante que l'idée de résistance, plus politique que celle d'*agency*, plus indéterminée, voire plus messianique que l'idée de participation, l'idée d'émancipation désigne une forme de « délivrance », mais elle est surtout une transformation politique radicale portée par les personnes affectées elles-mêmes. Elle contient l'idée d'une « part » qui ne peut que *se prendre*, d'une participation qui ne peut qu'être *arrachée* – une idée qui est par exemple au cœur de l'œuvre de Nancy Fraser. Elle suppose de se soustraire, individuellement et collectivement, aux statuts, aux rôles et aux parts auxquels nous sommes assigné.e.s. Son horizon est une autonomie qui ne saurait être octroyée, ni n'est susceptible de se développer spontanément, par l'accumulation mécanique des avancées techniques comme la contraception, par la lente sédimentation de textes juridiques

protecteurs des droits, par un progrès économique qui ne bénéficie de toute façon qu'à certain.e.s. Elle engage à se soustraire au pouvoir en le prenant soi-même, et à s'engager dans un agir commun, délibérément politique, en créant de nouvelles normes, de nouvelles institutions, un nouvel être-en-commun.

#MeToo, phénomène de *prise de parole*, semble ainsi tracer une nouvelle voie pour celui-ci. Il paraît inventer une politique par coalitions, ancrée dans le témoignage – « moi aussi » – ou la révélation à visée punitive – « balance » –, tout en centrant la question de l'émancipation sur des problématiques sexuelles et corporelles peut-être trop vite considérées comme dépassées. S'émanciper, c'est d'abord disposer de son corps, nous rappellent vertement ses actrices et ses acteurs, tout en remettant sur le métier l'ouvrage de définition du « comment » de l'émancipation.

Mais utiliser la notion d'émancipation aujourd'hui suppose aussi de le déparer de son innocence, en affrontant ses failles passées, ses ambiguïtés présentes, ses retournements possibles.

Ainsi l'intersectionnalité désormais évidente des logiques de domination – celle de la classe, de la « race » ou de l'ethnie, celle du genre etc. – oblige à redessiner l'émancipation d'une manière qui ne suppose plus une convergence automatique et immédiate des luttes, et qui intègre les critiques de l'universel – trop souvent le point de vue des puissants – qui se sont multipliées ces dernières décennies.

Il faut aussi admettre et analyser la possibilité que la libération se retourne en son contraire, comme lorsque le discours sur l'émancipation est absorbé et neutralisé dans la célébration de la simple « possibilité de la possibilité » (Roswitha Scholz), dans *l'offre* qui nous est faite par la technique, le capital, le droit ou encore les réseaux sociaux de *choisir* parmi de multiples kits identitaires, postures éthiques, trajectoires de vie, sexualités, et mobilisations parfaitement compatibles avec l'ordre existant.

Enfin, le retour à l'idée d'émancipation ne peut être opéré sans peser le fait que certains, et en particulier des mouvements antigendre de plus en plus organisés, proclament qu'il faut s'émanciper de l'émancipation, et défendent leurs idées réactionnaires au nom, parfaitement moderne, d'une certaine liberté, et d'une certaine authenticité, étouffée par nos vies sous tutelle, et avec laquelle il faudrait renouer.

C'est afin de discuter de ces différents aspects, d'explorer les moyens variés de l'émancipation – par le travail, par la maîtrise de son corps, par les recompositions familiales, par les trajectoires migratoires, par la prise de parole et l'irruption sur la scène publique, par la critique des savoirs

etc., que l'Institut du genre organise, du 27 au 30 août 2019, son deuxième Congrès sur le thème Genre et émancipation.